



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE**

**CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS
AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE
(La Haye, le 23 novembre 2007)**

Notification conformément à l'article 65 de la Convention

SIGNATURE

Turquie, 07-10-2016

(s.) S.E. Mehmet Samsar

Conformément à l'article 58, premier paragraphe, la Convention a été signée par la République de Turquie le 7 octobre 2016.

RATIFICATION

Turquie, 07-10-2016

Conformément à son article 60, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour la République de Turquie le 1^{er} février 2017.

Sous les déclarations et la réserve suivante(s):

DÉCLARATIONS/RÉSERVE

Turquie, 07-10-2016

(Traduction)

Déclarations

1. La Turquie déclare que sa signature/ratification de la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille n'implique aucune forme de reconnaissance de la prétention de l'administration chypriote grecque de représenter la défunte "République de Chypre" en tant que partie à la Convention, ni aucune obligation de la part de la Turquie d'entretenir avec la prétendue République de Chypre des relations dans le cadre de ladite Convention.

"La République de Chypre" a été fondée en tant qu'État de partenariat en 1960 par les chypriotes grecs et turcs, en conformité avec les traités internationaux. Ce partenariat a été détruit par la partie chypriote grecque lorsque celle-ci a saisi illégalement l'État en excluant de force tous les membres chypriotes turcs de tous les organes de l'État en 1963. Finalement, les Chypriotes turcs qui ont été exclus de l'État de partenariat en 1963 se sont organisés sous leurs limites territoriales et exercent l'autorité gouvernementale, la compétence et la souveraineté. Il n'y a pas d'autorité unique qui, de droit ou de fait, est compétente pour représenter conjointement les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs et par conséquent Chypre dans son ensemble. Ainsi, les Chypriotes grecs ne peuvent prétendre à l'autorité, la compétence ou la souveraineté sur les chypriotes turcs, qui ont un statut égal, ni sur l'ensemble de l'île de Chypre.

2. La République de Turquie déclare que :

En vertu de l'article 2, paragraphe 1, alinéa a, de la Convention, elle étendra les obligations alimentaires aux enfants de moins de 25 ans, pour autant qu'ils poursuivent des études.

En vertu de l'article 2, paragraphe 3, elle étendra l'application de l'ensemble de la Convention aux obligations alimentaires concernant les épouses, les enfants ayant un handicap physique et mental – dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins – quel que soit leur âge et les pères et mères ayant besoin d'être pris en charge.

3. La République de Turquie peut demander de joindre les documents suivants aux demandes au titre de la Convention :

- une copie certifiée conforme du texte complet de la décision relative aux aliments et, le cas échéant, de la décision modifiant cette dernière ;
- les documents indiquant que, le cas échéant, le dossier et la décision ont été remis au débiteur ;
- les renseignements et documents relatifs à l'identité du débiteur et, le cas échéant, une photographie de ce dernier ;
- les renseignements et documents relatifs au représentant légal du débiteur et du créancier ;
- l'acte de naissance et le livret de famille de l'enfant ; à défaut, tout autre document prouvant la paternité ;
- le document attestant l'état civil du créancier dans les demandes d'allocations sociales ;
- le document attestant la poursuite des études dans les demandes en vue de la revalorisation du montant des aliments pour les enfants ayant atteint l'âge de 18 ans ;
- la méthode d'indexation en cas d'ajustement par indexation de la dette relative aux aliments, le taux d'intérêt à payer et la date à partir de laquelle les intérêts courent en cas d'obligation de paiement de ces derniers ;
- l'attestation du demandeur autorisant l'Autorité centrale de la République de Turquie à agir en son nom ;
- la liste des dettes cumulées relatives aux aliments et le cas échéant des paiements ;

4. La République de Turquie déclare qu'elle appliquera la procédure de reconnaissance et d'exécution prévue par l'article 24.

5. En vertu de l'article 25, paragraphe 3, alinéa a, la République de Turquie déclare qu'une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine doit accompagner la demande.

Réserve

En vertu de l'article 30, la République de Turquie se réserve le droit de ne pas reconnaître et de ne pas exécuter une convention en matière d'aliments.

AUTORITÉ

Turquie, 07-10-2016

(Traduction)

Conformément à l'article 4 de la Convention, la République de Turquie désigne comme Autorité centrale la direction générale Droit international et Relations étrangères du ministère de la Justice.

Coordonnées :

Namık Kemal Mahallesi Milli Müdafaa Caddesi No 22 Kızılay/Çankaya/Ankara

Tél. : 0090 312 414 84 89

La Haye, le 7 octobre 2016

Note du Dépositaire: la notification dépositaire présente remplace les notifications dépositaires Recouvrement international des aliments destinés aux enfants No. 01/2016 du 10 août 2016 et No. 02/2016 du 7 octobre 2016.

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVIII Recouvrement international des aliments destinés aux enfants No. 02/2016 CORR



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS
OF FAMILY MAINTENANCE
(The Hague, 23 November 2007)

Notification pursuant to Article 65 of the Convention

SIGNATURE

Turkey, 07-10-2016

(sd.) H.E. Mehmet Samsar

In accordance with its Article 58, first paragraph, the Convention was signed by the Republic of Turkey on 7 October 2016.

RATIFICATION

Turkey, 07-10-2016

The Convention will, in accordance with its Article 60, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for the Republic of Turkey on 1 February 2017.

With the following declarations and reservation:

DECLARATIONS/RESERVATION

Turkey, 07-10-2016

1. Turkey declares that her signing/ratification of the "Convention on the international recovery of child support and other forms of family maintenance" neither amounts to any form of recognition of the Greek Cypriot Administration's pretention to represent the defunct "Republic of Cyprus" as party to the "Convention on the international recovery of child support and other forms of family maintenance", nor should it imply any obligations on the part of Turkey to enter into any dealing with the so-called Republic of Cyprus within the framework of the said "Convention on the international recovery of child support and other forms of family maintenance".

"The Republic of Cyprus" was founded as a Partnership State in 1960 by Greek and Turkish Cypriots in accordance with international treaties. This partnership was destroyed by the Greek Cypriot side when it unlawfully seized the state by forcibly ejecting all Turkish Cypriot members in all the state organs in 1963. Eventually, Turkish Cypriots who were excluded from the Partnership State in 1963 have organized themselves under their territorial boundaries and exercise governmental authority, jurisdiction and sovereignty. There is no single authority which in law or in fact is competent to represent jointly the Turkish Cypriots and the Greek Cypriots and consequently Cyprus as a whole. Thus, the Greek Cypriots cannot claim authority, jurisdiction or sovereignty over the Turkish Cypriots who have equal status or over the entire Island of Cyprus.

2. The Republic of Turkey declares that:

In accordance with subparagraph "a" of the first paragraph, the maintenance obligations shall be extended to the children who have not attained the age of 25 years, provided that the education of the children continues.

In accordance with the third paragraph, the application of the whole of the Convention shall be extended to the maintenances towards spouses, mentally and physically disabled children – who cannot sustain their lives – without any age limits and mothers and fathers who are in need of care.

3. The Republic of Turkey may request the inclusion of following documents to the applications under the Convention:

- a certified copy of the complete text of the maintenance decision, and the decision amending this maintenance decision, if any;
- the documents indicating that the case and the court decision was served to the debtor, if required;
- the information and documents related with the identity of the debtor and if any, the photograph of the debtor;
- the information and documents related with the legal representative of the debtor and the creditor;
- the birth certificate and family registry of the child; if not, other documents proving paternity;
- the document about the marital status of the creditor in the requests of welfare allowance;
- the document, indicating that the education continues, in the requests towards accruing maintenance credits of the children who have attained the age of 18 years;
- the indexation method in case of adjusting the maintenance debt by indexation, the interest rate to be paid and the date of the beginning of the interest in case of an obligation of interest payment;
- the authorization certificate indicating that the applicant has authorized the Central Authority of the Republic of Turkey;
- the list of accrued maintenance debts, and payments, if any.

4. The Republic of Turkey declares that it shall prefer the Article 24 in the application of recognition and enforcement.

5. The Republic of Turkey, in accordance with subparagraph "a" of the third paragraph of the Article 25 declares that a certified copy of the decision given by the competent authority in the State of origin must accompany the application.

Reservation

The Republic of Turkey, in accordance with Article 30 reserves the right not to recognize and enforce maintenance arrangements.

AUTHORITY

Turkey, 07-10-2016

The Republic of Turkey declares that the Ministry of Justice General Directorate of International Law and Foreign Relations is designated as the Central Authority pursuant to Article 4 of the Convention.

Contact details:

Namık Kemal Mahallesi Milli Müdafaa Caddesi No. 22 Kızılay/Çankaya/Ankara

Tel: 0090 312 414 84 89

The Hague, 7 October 2016

Note from the Depositary: the present depositary notification replaces depositary notifications International Recovery of Child Support No. 01/2016 of 10 August 2016 and No. 02/2016 of 7 October 2016.

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVIII International recovery of child support No. 02/2016 CORR